

eurent pris connaissance de la réponse, ils l'ont qualifiée d'insatisfaisante. Outre qu'ils n'adhéraient pas à l'interprétation américaine à chaque égard, les Soviétiques avaient, semble-t-il, formulé de nouvelles exigences et réclamaient, par exemple, le droit d'inspecter les anciens missiles ouest-allemands *Pershing 1A* entreposés aux États-Unis mais non mentionnés dans le Traité. Au moment où nous mettions sous presse, le Sénat avait de nouveau reporté le débat sur le Traité, cette fois avec l'approbation de la Maison-Blanche.

Les armes défensives et spatiales

■ À la fin de mai, on n'avait enregistré aucun progrès sur la question critique de la limitation des essais des systèmes de défense contre les missiles balistiques dans l'espace extra-atmosphérique. Après chacune des réunions spatiales tenues par MM. Shultz et Chevardnadze, les négociateurs ont reçu pour consigne d'intensifier leurs efforts pour rédiger ensemble l'ébauche d'un accord distinct s'inspirant grosso modo du communiqué diffusé au sommet de Washington en décembre 1987. Le problème tenait alors et tient toujours au fait que les deux blocs ne peuvent s'entendre sur ce que le Traité sur les missiles anti-missiles balistiques (ABM) autorise précisément.

À la réunion ministérielle de mars, à Washington, les États-Unis ont formulé de nouvelles idées sur les essais dans l'espace; ainsi, ils ont proposé de ne pas assujettir les détecteurs spatiaux au Traité ABM et d'autoriser la mise à l'essai d'un nombre limité d'armes dans un «polygone spatial désigné». Cette dernière idée aurait par la suite été abandonnée, au profit d'une «formule moins restrictive» qui exigeait simplement de chaque bloc qu'il informe l'autre sur la nature de l'essai, après avoir lancé un missile porteur d'appareils d'essai.

Le 31 mars, l'URSS a présenté une proposition détaillée sur l'inspection des lancements dans l'espace, proposition qui allait permettre d'y confirmer l'absence d'armes. Le document prévoyait la communication préalable d'information à un

Bureau international d'inspection de l'espace; la présence permanente de groupes d'inspecteurs à toutes les bases de lancement pour examiner tous les objets mis en orbite, quel que soit le vecteur employé; des inspections effectuées à des dépôts, des industries, des laboratoires et des centres d'essais choisis d'un commun accord; et la vérification, grâce à des inspections-surprises sur place, de lancements non annoncés exécutés depuis des bases non déclarées.

Au moment où nous mettions sous presse, les États-Unis ont fait savoir qu'ils ne comptaient pas déposer de

Calendrier

Juin-août :	Session d'été de la Conférence du désarmement (CD), à Genève
25 juillet au 5 août :	Réunion du Groupe d'experts sismologues (CD)
Avant le 2 octobre :	Conférence d'examen du Traité sur les missiles anti-missiles balistiques

nouvelles propositions à la dernière réunion préalable au sommet, à la mi-mai.

Les essais nucléaires

■ Après la réunion qu'ils ont tenue en février à Washington, MM. Shultz et Chevardnadze ont demandé à leurs négociateurs de terminer l'ébauche de protocoles de vérification pour le Traité de 1974 sur la limitation des essais nucléaires (TTBT) et le Traité de 1978 sur les explosions nucléaires à buts pacifiques (PTBT). Les deux dignitaires envisageaient d'étudier ces documents à leur prochaine réunion. Les traités, qui limitent à 150 kilotonnes la puissance des explosions nucléaires souterraines, n'ont jamais été ratifiés. Les États-Unis exigeaient l'amélioration des clauses sur la vérification, et l'an dernier, l'URSS a accepté d'agir en ce sens dans le contexte des pourparlers sur la possibilité d'interdire tous les essais nucléaires.

On avait tout d'abord espéré que MM. Gorbatchev et Reagan échangent les instruments de ratification au sommet de Moscou, mais l'horizon n'a pas tardé à s'assombrir à cet égard. Le 9 mars, les États-Unis ont, dit-on, énoncé des conditions de vérification plus rigoureuses qu'auparavant, relativement au TTBT.

Une autre question litigieuse consistait à savoir si les clauses détaillées de vérification devraient

être acceptées avant ou après l'expérience conjointe prévue en matière de vérification par les deux superpuissances (voir le dernier numéro de *Paix et Sécurité*). Les États-Unis pensaient que l'URSS avait accepté la première option à la réunion ministérielle de février, mais les Soviétiques ont soutenu le contraire et ont dit préférer mener l'expérience d'abord pour ensuite prendre les résultats en compte au moment de la rédaction finale des clauses de vérification. La question a été réglée à la réunion ministérielle de mars, les deux pays ayant alors convenu de

préparer ensemble une ébauche du protocole du TTBT avant que l'expérience conjointe susmentionnée ait lieu, et d'en rédiger la version finale après avoir effectué l'expérience et en avoir analysé les résultats.

À leur réunion d'avril, les ministres ont approuvé le texte d'un accord sur l'exécution d'une expérience conjointe en matière de vérification, mais ils ont précisé qu'il fallait encore s'entendre sur un addenda avant que l'accord même (y compris l'addenda) puisse être signé. Les deux ministres ont par ailleurs instruit leurs négociateurs de rédiger un «protocole approprié» pour le PTBT de façon qu'il puisse être signé au sommet de Moscou.

La limitation des armements navals

■ Dans un discours prononcé le 16 mars devant l'Assemblée fédérale yougoslave, le secrétaire général Gorbatchev a proposé que l'URSS et les États-Unis (1) gèlent le nombre de leurs navires et le potentiel de leurs flottes en Méditerranée, à partir du 1^{er} juillet 1988, et (2) qu'ils annoncent l'un à l'autre l'envoi de navires de guerre et la tenue de manoeuvres militaires dans cette

région, qu'ils informent de même les pays méditerranéens, et qu'ils invitent tous les intéressés à assister aux dites manoeuvres. M. Gorbatchev a par ailleurs demandé aux pays de la Méditerranée et aux autres pays concernés d'élaborer des principes et des méthodes pour garantir la sécurité des voies de navigation très fréquentées, surtout dans les détroits internationaux; il a proposé à ces mêmes pays de tenir une conférence pour formuler les propositions pertinentes, en faire un régime et définir l'ordre logique suivant lequel il conviendrait de les mettre en oeuvre. Les pays de l'OTAN ont loyalement rejeté des propositions semblables dans le passé, y compris celles que M. Gorbatchev a récemment mises de l'avant au sujet de l'Arctique et du Pacifique, et ils ont fait valoir que la mobilité navale illimitée était essentielle à la sécurité de l'Occident.

Une semaine plus tard, après s'être entretenu avec le Secrétaire d'État Shultz à Washington, son homologue, M. Chevardnadze, a révélé que l'URSS avait proposé de tenir une conférence navale internationale à laquelle participeraient tout d'abord les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et l'URSS pour discuter d'un traité dont l'objet serait de réduire les forces navales dans le monde.

Fait surprenant, on a signalé au début d'avril que M. Paul Nitze, conseiller des États-Unis en matière de limitation des armements, avait proposé d'abolir les SLCM, charges de profondeur et torpilles nucléaires, ainsi que (peut-être) les bombes nucléaires montées sur les avions embarqués. Sa proposition aurait été fondée sur l'hypothèse que les armes nucléaires navales tactiques de l'URSS menaçaient la supériorité par ailleurs incontestée de la Marine américaine. Cependant, le Comité conjoint des chefs d'état-major américains se serait fortement opposé à l'idée, et beaucoup ont dit douter qu'elle évolue jamais au point de devenir une proposition officielle.

Selon M. William Arkin, représentant de l'*Institute for Policy Studies* basé à Washington, chaque superpuissance déploie environ 2 000 armes nucléaires en mer, sans compter les missiles balistiques équipant les sous-marins. □

- R O N P U R V E R